

Un entretien avec Ghassan Salamé*

« L'important pour les Syriens : se rapprocher des Américains »

Pour Ghassan Salamé, directeur de recherche au CNRS-CERI et spécialiste du Moyen-Orient, le sommet de Genève devrait être avant tout pour les Syriens l'occasion de consacrer une certaine normalisation avec les Etats-Unis, alors que Washington maintient Damas sur sa liste des capitales qui soutiennent le terrorisme.

LE QUOTIDIEN. — *Le déblocage des négociations de paix entre Israël et la Syrie est présenté comme l'enjeu essentiel du sommet entre Hafez El Assad et le président américain Bill Clinton. Que peut-on réellement en attendre ?*

Ghassan SALAME. - Ce sommet n'échappe pas à la règle du genre : rendre public, avec solennité, un accord ou des points d'accord déjà finalisés dans des réunions préparatoires. La « photo de famille » que l'on aura dimanche à Genève est cependant d'autant plus nécessaire que depuis son arrivée à la Maison-Blanche, Clinton a déjà rencontré pratiquement tous les protagonistes de la région. Seul grand absent jusqu'ici, le président syrien Assad,

Q. - *Un climat de confiance peut-il naître entre les dirigeants syriens et américains ?*

G. S. - La tournée dans la région du secrétaire d'Etat américain en décembre a favorisé une très réelle familiarisation entre Warren Christopher et Hafez El Assad. Ce dernier apprécie le côté précis, rigoureux voire un peu rude, austère, de Warren Christopher. Christopher, à Damas, apparaît comme l'anti-Kissinger, qui vous couvrirait de fleurs avant de vous poignarder dans le dos. Aussi, sa présence à Genève rassure. D'autant que la personnalité de Bill Clinton, qu'il ne connaît pas, met quelque peu mal à l'aise Assad, qui s'inquiète de son engagement pro-israélien et garde en mémoire les déclarations hostiles envers la Syrie de Clinton pendant sa campagne électorale.

Q. - *Concrètement, sur quoi peuvent porter les accords... ou les désaccords ?*

G. S. - Dans les relations syro-américaines, on peut mettre en évidence quatre dossiers. Le premier concerne les relations bilatérales proprement dites. Avec un point saillant : la présence de la Syrie sur la « liste noire » américaine des pays qui soutiennent le terrorisme. Là, il est improbable qu'elle en sorte rapidement. Le Congrès a son mot à dire sur cette liste dressée par le Département d'Etat. Or, l'influence pro-israélienne sur les parlementaires américains est très forte.

Q. - *Le deuxième dossier ?*

G. S. - Il touche à l'Iran. Les Syriens rêvent de se poser en médiateurs entre Washington et Téhéran, ce dernier aspirant pour sa part à peser sur le conflit israélo-arabe (par le biais du Hezbollah libanais ou d'autres formes). Mais là aussi, les Syriens seront déçus. Car, les Américains sont intraitables quant à leur désir que l'Iran ne soit pas associé au règlement dans la région.

Q. - *C'est donc bien sur le processus de paix israélo-arabe qu'on peut espérer quelque progrès ?*

G. S. - Oui, et les Syriens marquent là déjà un point. En effet, alors que l'administration américaine accepte désormais que les Israéliens et les Palestiniens se débrouillent tout seuls, elle demeure en revanche engagée à jouer sur le volet syro-israélien son rôle de « go-between », de médiateur actif. Ce qui est un objectif prioritaire de la stratégie diplomatique syrienne.

Damas n'a certes toujours pas obtenu un engagement israélien à un retrait total du plateau du Golan. Mais grâce à cette médiation américaine, elle a du moins obtenu que le Premier ministre israélien Rabin — dans une récente déclara-

tion — n'écarte plus complètement cette possibilité.

Q. - *Certains, au Proche-Orient mais aussi en France, s'inquiètent de ce que le Liban pourrait faire les frais d'un rapprochement américano-syrien. Est-ce fondé ?*

G. S. - Il est évident — et on aborde là le quatrième dossier entre Washington et Damas — que sur la question libanaise, Assad a tout lieu d'être satisfait. Il s'exprime pratiquement au nom du Liban, et les Américains avalisent cela de facto. Sans aucun doute le Département d'Etat a-t-il renouvelé son engagement à ne pas remettre en cause la présence syrienne au Liban, pas plus que les accords plus ou moins forcés que signent sans discontinuer Damas et Beyrouth.

Q. - *Le sommet Assad-Clinton peut-il déboucher à terme sur une rencontre Assad-Rabin ?*

G. S. - Non. Car, encore une fois, l'implication des Etats-Unis est un objectif stratégique pour les Syriens, qui désirent plus que tout normaliser leurs relations avec la seule grande puissance de l'après-guerre froide.

Q. - *En somme, la récupération du Golan ne presserait pas tant que cela...*

G. S. - Du côté syrien, il faut d'abord être sûr d'obtenir autant que les Egyptiens avec le désert du Sinaï : un retrait israélien total. Les Israéliens, eux, insistent sur des conditions à même de satisfaire leurs exigences de sécurité. Mais pour chaque partie, il y a aussi des impératifs politiques, qui obligeront les dirigeants à bien peser entre les concessions qu'il est possible de faire à l'adversaire, et ce qui sera acceptable par les opinions publiques.

Propos recueillis par Henri VERNET

* Spécialiste du Moyen-Orient, directeur de recherche au CNRS-CERI.